Les crédits

La TPS non seulement ne fait rien pour l'environnement, elle lui nuit. Les produits qui respectent l'environnement coûtent souvent plus cher que ceux qui lui nuisent. La TPS ne fait qu'augmenter cette différence, en rendant plus difficile aux consommateurs de choisir des produits écologiques. Comme nous l'avons appris dans plusieurs sondages récents qui ont été effectués par Angus Reid et d'autres dans tout le pays, les Canadiens sont disposés à payer plus d'impôts pour atteindre certains objectifs. L'objectif numéro un des Canadiens d'un littoral à l'autre est d'avoir un environnement durable, plus propre et plus sûr.

La méthode conservatrice du ministre des Finances est, de son propre aveu, d'imposer des taxes rétrogrades aux travailleurs, à la classe moyenne et aux petites entreprises peu prospères ainsi que de taxer les transactions et de remplacer la taxe sur les ventes des fabricants par la TPS de 9 p. 100. Bien des Canadiens se demandent pourquoi on a fixé ce pourcentage. C'est manifestement un chiffre prévu que le ministre des Finances veut augmenter pour d'autres raisons. Le ministre a choisi le taux de 9 p. 100 afin d'avoir l'air de faire une bonne action lorsqu'il la ramènera de neuf à huit, à sept, à six ou à cinq, pour ensuite la rehausser, comme ce fut le cas pour la taxe sur les ventes des fabricants qui est passée de neuf à dix, à onze et à douze, et qui poursuit son ascension.

En matière d'imposition, la méthode des conservateurs et celle des libéraux sont identiques. Nous voyons maintenant le résultat des décisions prises par les ministres des Finances libéraux et conservateurs depuis les trois dernières décennies. Il y a 30 ans, les sociétés payaient 50 p. 100 des impôts et les familles de travailleurs, 50 p. 100. Maintenant, les sociétés ne payent que 20 p. 100 et les familles de travailleurs, 80 p. 100. La plupart des riches paient peu ou pas du tout d'impôt, tout comme des milliers de sociétés rentables.

Il est essentiel de nous demander où nous mène un pareil régime fiscal. Les preuves abondent. Le Canada est l'un des pays les plus polluants et les plus gaspilleurs du monde. Des représentants d'Environnement Canada nous ont appris ce matin, au comité de l'environnement, que chaque Canadien produit plus de quatre tonnes de gaz carbonique attribuables aux automobiles, aux industries et à d'autres formes de production de ce gaz, lequel

contribue au réchauffement de la planète en raison de l'effet de serre.

Nous transmettons d'énormes dettes financières et environnementales aux générations futures. Nous n'avons pas à chercher bien loin dans notre environnement pour nous en rendre compte, que ce soit les centaines de milliards de la dette nationale ou les dettes qui se répercuteront sur les générations futures à cause de mauvaises pratiques halieutiques et sylvicoles, de l'érosion des terres agricoles et des autres problèmes que nous éprouvons au chapitre des sites d'enfouissement des déchets toxiques et dangereux dans tout le pays.

C'est bien simple, nous ne pouvons pas adopter des lois et des règlements, nommer des inspecteurs ou créer des tribunaux assez rapidement pour mettre un terme à la dégradation colossale de notre environnement, nettoyer notre univers et poursuivre les coupables. La liste des fléaux environnementaux est longue. Il y a les pluies acides, les pluies toxiques, la pollution des Grands Lacs, les trous dans la couche d'ozone, les gaz à effet de serre, le réchauffement du globe, les sites d'enfouissement des déchets toxiques et dangereux, les BPC, les pesticides, les déchets nucléaires et une assez grande quantité de déchets radioactifs de faible activité, de bassins à stériles et de réservoirs de retenue pour étendre une couche de déchets de six pieds de profondeur sur toute la surface de la Transcanadienne, de Halifax à Vancouver.

La liste continue de s'allonger. Combien de fois, de nos jours, entendons-nous parler d'espèces en voie d'extinction et de régions en danger au Canada? Nous avons besoin d'un régime fiscal fondamentalement simple favorisant l'équilibre écologique et le développement durable. Ce genre de régime fiscal nous permettrait de créer des emplois, de réduire le gaspillage des ressources, d'assainir l'environnement et de laisser aux générations ultérieures une planète en aussi bonne santé qu'au temps où elle nous a été léguée. Cela équivaut au principe de base sur lequel sont fondées les recommandations Brundtland que les Nations Unies ont soumises au monde entier.

Comment fonctionne un régime fiscal vert? Je crois qu'il serait préférable de donner des exemples afin que le public puisse bien comprendre ce qu'est un régime fiscal favorisant l'environnement.

En ce qui concerne, par exemple, le papier recyclé, on pourrait se poser la question suivante: quel est le volume